

Économie

Démarrage des travaux de l'autoroute haut débit entre l'Angola et le Brésil



→ António Nunes, CEO de Angola Cables, et Manuel Neto Costa, PDG de la BDA (Banque de Développement de l'Angola)

D'après Angola Cables S.A. et NEC Corporation, les travaux de déploiement du South Atlantic Cable System (SACS), le câble qui relie l'Angola au Brésil, ont démarré. C'est le premier câble sous-marin de fibre optique reliant l'Afrique à l'Amérique du Sud, dans l'hémisphère Sud.

Le site d'information itnewsafrika.com rapporte que l'infrastructure de 6200 km, dont l'entrée en service est prévue à la mi-2018, est financée à hauteur de 160 millions de dollars US par la Japan Bank for International Cooperation (JBIC) et Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC), avec le support de la Nippon Export and Investment Insurance (NEXI) via la Banco de Desenvolvimento de Angola (BDA).

Le SACS démarre à Luanda, la capitale angolaise, pour finir à Fortaleza, ville brésilienne. La nouvelle autoroute haut débit permettra à l'Angola d'accéder à des transmissions de données internationales de grande capacité. De la ville de Fortaleza, le câble SACS pourra également être connecté à un autre système de câble qui chute à Miami en Floride. Ainsi, à travers l'Angola, le SACS permettra aussi à l'Afrique d'être connectée directement aux États-Unis. Le SACS est doté d'une capacité de 40Tbps.

Antonio Nunes, directeur général d'Angola Cables S.A. a expliqué que le « *principal objectif est d'améliorer la qualité des communications entre l'Afrique et les Amériques, en créant une toute nouvelle route dans l'hémisphère sud, fournissant des offres de produits de capacité de pointe et de soutien pour les régions aux demandes en capacités data élevées, pour aujourd'hui et demain* ».

Autoroute de l'internet

« *La mission d'Angola Cables est de faire de l'Angola l'une des principales plaques tournantes des télécommunications en Afrique. Ce nouveau câble sous-marin, avec nos autres projets, contribuera à améliorer la connectivité entre l'Angola et l'Afrique latine ainsi que l'Amérique du Nord. Nous allons continuer à développer ces autoroutes de l'internet pour permettre à nos clients (opérateurs télécoms, fournisseurs d'accès à internet et entreprises) de marquer leur différence sur le marché africain, aujourd'hui si concurrentiel et évolutif* », a affirmé António Nunes, son directeur général, dans un communiqué.

Lancée en 2009, Angola Cables est détenu à 51 % par l'opérateur télécoms public Angola Telecom et à 31 % par Unitel. MStelcom, filiale de la compagnie pétrolière nationale Sonangol, détient 9 % de son capital, le fournisseur d'accès à l'internet sans-fil Movitel 6 % et l'opérateur de téléphonie fixe Startel 3 %.

L'Angola demande une facilité élargie de crédit au FMI

Dans un communiqué publié le 6 avril 2016, Min Zhu, directeur adjoint du Fonds Monétaire International, a indiqué que l'Angola, deuxième producteur de pétrole en Afrique, a initié des discussions sur un programme économique qui pourrait être soutenu par une assistance financière de l'institution.



→ Min Zhu, Directeur adjoint du Fonds Monétaire International

« Nous avons reçu une demande formelle des autorités angolaises pour commencer des discussions sur un programme économique qui pourrait être basé sur une assistance financière du FMI. » Il a également précisé « Le FMI est prêt à aider l'Angola et à s'attaquer aux défis économiques auxquels le pays fait actuellement face ». « Nous espérons débiter les discussions avec le pays lors des prochaines réunions de printemps à Washington DC (États-Unis) et par la suite en Angola, à propos d'un programme économique, qui pourra être soutenu par une facilité élargie de crédit d'une durée de trois ans ».

La baisse des prix du pétrole (principale source des revenus du pays) depuis l'année 2014 pose de nombreux défis pour les pays africains exportateurs de pétrole. Un porte-parole de l'institution a fait savoir que *« Le FMI est prêt à accompagner l'Angola dans ces difficultés, notamment en appuyant des politiques susceptibles d'accélérer la diversification de son économie, tout en sauvant la stabilité financière et macroéconomique »*. *« Le déclin brutal des prix du pétrole depuis la mi-2014 représente un défi majeur pour les exportateurs de pétrole, notamment ceux dont les économies doivent encore être diversifiées »*, a observé M. Zhu.

La facilité élargie de crédit (FEC) fournit une aide financière aux pays qui connaissent des difficultés prolongées de balance des paiements. La FEC a été créée comme guichet du fond fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Le fond fiduciaire RPC, a été récemment institué, dans le cadre d'une réforme plus large visant à assouplir le soutien financier du FMI et à mieux l'adapter aux besoins divers des pays à faible revenu, notamment en période de crise.

L'Angola avait déjà été sous assistance financière du FMI entre 2009 et 2012, années pendant lesquelles le pays avait reçu 1,4 milliard de dollars de prêts de l'institution.

L'Angola durcit les règles d'entrée et de sortie des devises



→ Banque Nationale d'Angola

La Banque centrale de l'Angola va plafonner les montants de sortie et d'entrée des devises étrangères à 10 000 \$ ou son équivalent dans les autres devises, pour les personnes majeures et 3 500 USD pour les personnes de moins de 18 ans.

Les Anglais résidant en Angola et les étrangers détenteurs de cartes de séjour valables ne pourront pas quitter le pays, à partir de ce jeudi, avec plus de dix mille dollars américains, en raison du changement de la valeur d'entrée et de sortie des actifs monétaires par personne.

La mesure a l'aval des commissions Économiques et pour l'Économie réelle du Conseil des Ministres. Rappelons qu'auparavant, les personnes majeures pouvaient voyager avec une valeur maximale de 15 000 dollars, et les moins de 18 ans avec 5 000 dollars (ou l'équivalent dans une autre devise étrangère).

Selon le gouverneur de la Banque Nationale d'Angola (BNA), Walter Filipe da Silva, qui parlait à la presse à la fin de la 7^e session ordinaire des commissions Économiques et pour l'Économie réelle du Conseil des Ministres, la mesure vise à empêcher l'évasion de devises. Il a souligné qu'il s'agissait d'une mesure qui exigera des sacrifices de la part des Angolais, mais qui aiderait le pays, en cette période difficile, à avoir une plus grande stabilité monétaire.

Participation d'une délégation angolaise aux réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale

Une délégation ministérielle angolaise séjourne à Washington DC, où elle participe, du 12 au 17 avril 2016, aux réunions de printemps du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale.



→ Armando Manuel, ministre des Finances

Conduite par le ministre des Finances, Armando Manuel, la délégation est composée du vice-gouverneur de la Banque Nationale d'Angola (BNA), de Gualberto Lima Campos ainsi que des responsables et techniciens des ministères des Finances, du Plan, du développement Territorial et de la BNA. La mission angolaise participe également à d'autres sessions et réunions, au plus haut niveau, des ministres et gouverneurs des banques centrales, ainsi qu'à des audiences et des contacts avec les responsables des banques internationales et de diverses institutions de Bretton Woods et de la Haute Finance Internationale.

Membre de la Banque Mondiale et du FMI depuis 1989, l'Angola entretient, ces dernières années, ses relations avec ces deux institutions en vue de promouvoir la croissance de son économie. Le gouvernement angolais, cherchant à diversifier l'économie nationale, face à la chute du prix du pétrole sur le marché international, a sollicité récemment l'appui du FMI pour un programme complémentaire à la stratégie de sortie de la crise dans laquelle le pays est plongé.

Environnement

L'OMS s'attaque à l'épidémie de fièvre jaune en Angola



→ *Fátima Jardim, ministre de l'Environnement*

La ministre de l'Environnement, Fátima Jardim, a déclaré que la République d'Angola signera le 22 avril prochain, à New York, aux Etats-Unis, l'accord de Paris sur les changements climatiques approuvé par 195 pays en 2015.

Elle a ajouté que la signature de cet accord sera précédée, du 19 au 21 avril, toujours à Washington, d'une réunion entre les ministres de l'Environnement pour étudier le nouvel agenda de développement durable. Selon Fatima Jardim, l'entrée en vigueur de cet accord est prévue en 2020. L'Angola bénéficie d'une période pour adhérer, non à cet accord, mais aux programmes et actions pour entamer un nouveau modèle de développement économique de baisse des émissions.

D'autre part, elle a évoqué l'ouverture officielle récente, par le Chef de l'Etat, José Eduardo dos Santos, de la production de maïs dans le Projet Intégré de Développement Agricole de Qui-minha (Luanda). Cette production est adaptée à un système d'irrigation qui n'a pas besoin de la pluie pour avoir une accumulation d'eau. Les 195 pays, y compris l'Angola, avaient approuvé l'accord lors de la 21^e Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui a eu lieu du 30 novembre au 12 décembre 2015. Lors de cette conférence l'Angola était représentée par le Vice-président de la République, Manuel Vicente.

Santé

L'OMS s'attaque à l'épidémie de fièvre jaune en Angola



Les représentants de l'organisation mondiale (OMS) sont à Luanda et travaillent avec les autorités angolaises pour renforcer les moyens de lutte contre l'épidémie de la fièvre jaune qui sévit dans le pays depuis décembre 2015.

La directrice générale de l'OMS, la chinoise Margaret Chan, est arrivée dans la capitale angolaise où séjourne déjà la directrice régionale de l'organisation au niveau de l'Afrique, la botswanaise Matshidiso Moeti, physicienne et spécialiste en santé publique. Cette mission vise à analyser et appuyer la lutte contre l'épidémie de la fièvre jaune, et accompagne les progrès et défis dans le secteur de la santé en Angola. Selon l'OMS, cette visite a lieu au moment où l'Angola a besoin de vaccins, dans l'urgence, au niveau international pour assurer l'immunisation de 19 millions 300 mille personnes en risque de fièvre jaune habitant dans 12 des 18 provinces du pays où cette maladie a été confirmée.

L'OMS souligne que jusqu'à maintenant, l'Angola a vacciné 5,8 millions de personnes contre cette épidémie. 7,3 millions de doses de vaccins ont été réceptionnées avec son appui, celui de l'ICG (Groupe de coordination internationale pour l'approvisionnement en vaccin de la fièvre jaune) et ceux des pays comme le Brésil et la Chine. Pour aider l'Angola à contrôler

cette épidémie, l'OMS travaille en étroite collaboration avec d'autres partenaires et organisations nationales et internationales, notamment l'Unicef, le CDC/ATLANT, les médecins sans frontières (MSF), le Groupe Core, USAID, PNUD, les forces armées angolaises et la Croix-Rouge d'Angola. Les premiers cas de fièvre jaune en Angola ont été détectés à Viana, municipalité située à près de 30 kilomètres de la ville de Luanda qui continue d'être l'épicentre de cette maladie. 490 cas de fièvre jaune ont été déjà confirmés en Angola.

Culture

Récupération par la Fondation Sindika Dokolo d'objets d'art du patrimoine national angolais

La Fondation Sindika Dokolo a facilité le rapatriement de cinq objets d'art. Il s'agit de sculptures pillées au Musée de Dundo en Angola pendant la guerre civile. Certaines pièces datent de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle.



→ Masque "Mwana Pwo"

Selon la Fondation, ils ont une grande importance historique et culturelle pour le peuple Tchokwé du nord-est de l'Angola et de la partie sud du Congo (Kinshasa). M. Sindika Dokolo a déclaré: « *Il est maintenant grand temps pour l'ensemble des trésors culturels de l'Angola perdus d'être rapatriés chez eux, où ils peuvent jouer leur pleinement rôle; un rôle qui contribuera à renforcer la culture et la connaissance de l'Angola, et à améliorer et accroître le patrimoine de notre pays.* »

Les cinq œuvres comprennent trois masques de femmes ancestraux Mwana Pwo, une statue

rare représentant la figure masculine du peuple Tchokwé et une statue de Lweji représentant la reine de Lunda. Le président de la Fondation a décidé il y a deux ans de partir à la chasse aux œuvres pillées dans son pays. Aidé par les marchands d'art Didier Claes et Tao Kereffoff, il entend notamment récupérer les pièces qui se trouvaient au Musée de Dundo et qui ont disparu entre 1975 et 2002, pendant la guerre. Une tâche difficile puisque d'une part, on ignore le nombre de pièces manquantes et que d'autre part, chacune d'elle peut valoir plusieurs centaines de milliers de dollars sur le marché international.

Les sculptures récupérées ont été rendues et exposées à l'Ambassade d'Angola en France le 1^{er} avril dernier, à cette occasion, l'Ambassadeur d'Angola en France, Miguel da Costa, a salué les efforts du gouvernement et de la Fondation Sindika Dokolo qui mettent tout en œuvre pour récupérer les biens culturels illégalement soustraits au patrimoine national et qui sont éparpillés un peu partout dans le monde.

Le Masque 'Mwana Pwo'

Rappelons que le masque 'Mwana Pwo' est fait de bois, de tissus, de cauris et de pigments. Il est généralement fabriqué par le peuple Tchokwé en Angola. 'Mwana Pwo' signifie 'jeune femme'. Il représente la beauté des femmes et leurs fonctions, en dehors de son côté rituel, et rend principalement hommage à la fécondité féminine. Il est toujours porté par un homme qui en dansant mime la souplesse des femmes et leur apprend la grâce des manières. Il éduque les femmes sur les bons comportements à avoir. Sur le front et les joues de cette 'Mwana Pwo' on peut voir les tatouages et les cicatrices caractéristique de l'ethnie à laquelle elle appartient.

Diplomatie



Le ministre brésilien des Relations Extérieures, Mauro Vieira.

→ Jose Eduardo dos Santos (à dr.) en audience avec Mauro Vieira, ministre brésilien des Relations extérieures

S'adressant à la presse après l'entretien d'une demi-heure, le diplomate brésilien a souligné l'importance attachée par son pays aux relations bilatérales avec l'Angola, indiquant avoir discuté avec José Eduardo dos Santos « *de tous les thèmes d'intérêt commun entre les deux pays, ainsi que de nature régionale et mondiale* ». Il a expliqué avoir également profité de l'occasion pour parler de la situation de l'accord de coopération en matière de facilitation d'investissement, signé l'an dernier et de la possibilité de passer dans le futur, un accord de paiement bilatéral du commerce en monnaies nationales des deux pays.

D'autres aspects de la coopération en matière de défense, de santé, d'éducation et d'autres sujets de grande importance dans les relations bilatérales ont été analysés avec le Chef d'État angolais, a précisé le diplomate brésilien. Il a déclaré : « *Ma présence en Angola est le témoignage du grand intérêt du Brésil de resserrer de plus en plus, les liens historiques et traditionnels avec l'Angola.* »

Pour sa part, le ministre angolais des Relations Extérieures, Georges Chikoti, qui a assisté à l'audience, tenue au Palais présidentiel, a déclaré que la visite de son homologue brésilien « *prouve le bon niveau* » des relations entre l'Angola et le Brésil. « *Nous pouvons voir que dans tous les domaines, la coopération entre les deux pays est excellente et il existe de la part du Gouvernement angolais, la volonté de continuer à maintenir de bonnes relations existantes* », a souligné Monsieur Chikoti.

L'Angola et Brésil, pays membres de la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP), maintiennent de forts liens de coopération dans les domaines politique, économique, diplomatique, culturel et commercial.